

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 24 juillet 2024

Annonceraient-ils la fin prochaine de la guerre de l'OTAN en Ukraine contre la Russie ?

Selon Pékin, Kiev s'est dit «disposé à mener un dialogue et des négociations avec la partie russe» - RT 24 juillet 2024

Sondage : les Ukrainiens de plus en plus ouverts à des concessions territoriales à la Russie - RT 24 juillet 2024

Qu'est-ce qui se passe en Cisjordanie ?

Une terre volée

En 1979, j'ai effectué la première de ce qui allait s'avérer être des décennies de visites régulières en Israël et en Cisjordanie. Je m'y suis rendue pour le compte de la publication alternative new-yorkaise *The Village Voice* afin d'enquêter sur le mouvement des colons israéliens en pleine expansion, Gush Emunim (ou le Bloc des croyants).

<https://consortiumnews.com/fr/2024/07/15/settled/>

L'hypnose et la psychose collective se combinent parfaitement pour perpétuer l'esclavage.

Le virus Nipah, qui se propage en Inde, peut-il envahir le monde? - slate.fr - 22 juillet 2024

Qu'est-ce que le virus Nipah, qui inquiète les autorités sanitaires en Inde ? - yahoo.com 23 juillet 2024

Un nouveau virus pris très au sérieux par la communauté scientifique internationale. Depuis quelques jours, l'Etat du Kerala (Inde) est en situation d'alerte sanitaire, à la suite du décès d'un adolescent de 14 ans des suites d'une encéphalite provoquée par une infection virale.

D'après le média indien *The Indian Express*, il s'agit du 21e décès provoqué par le virus Nipah depuis 2018. Un chiffre élevé qui explique les importantes mesures de précaution déployées par les autorités sanitaires du Kerala dès l'annonce du cas clinique dont souffrait le jeune homme. La maladie causée par ce virus émergent est en effet particulièrement dangereuse et relativement contagieuse.

D'après *The Hindustan Times*, l'adolescent récemment décédé en Inde aurait ainsi été contaminé après avoir mangé une prune mombin "provenant d'une parcelle infestée de chauves-souris".

Conscientes de la menace représentée par ce virus, les autorités sanitaires locales ont réagi très rapidement au cas positif de l'adolescent infecté, décrétant le port du masque obligatoire dans le district concerné et un confinement dans certains quartiers. 330 personnes ayant été en contact avec le défunt ont été placés en observation. D'après *The Hindustan Times*, 13 personnes particulièrement exposées, dont 6 présentaient des symptômes pouvant laisser penser à une infection à virus Nipah, ont fait l'objet de tests. Ces derniers ont tous donné des résultats négatifs.

J-C – Pas au courant.

Question : Qui lit *The Hindustan Times* ou *The Indian Express* à part des membres des classes moyennes des grandes villes ? Personne.

21e décès depuis 2018 pour une population d'1,47 milliard d'habitants, je vous laisse mettre les zéro près la virgule pour trouver le taux de mortalité microscopique.

C'est le déséquilibre de leur état de santé biologique et mental autant que leur environnement, qui les prédisposent à toute sorte de maladies, y compris les maladies auto-immune comme le cancer. Ce ne sont pas des virus qui causent la mort des personnes qui sont en contact avec eux, sinon la Terre serait déserte ou plutôt les hominidés n'auraient jamais pu survivre.

Quand les multinationales peuvent se livrer à des activités illégales pendant des décennies en toute impunité.

3 milliards d'euros de fraude : Nestlé utilisait un traitement interdit pour ses eaux minérales depuis 15 ans - RT 22 juil. 2024

Une fraude d'une ampleur «*inédite*» selon Mediapart, qui a dénoncé le 18 juillet dernier le recours par Nestlé Waters à des «*traitements interdits*» pour ses trois eaux minérales vosgiennes Vittel, Contrex et Hépar, et ce depuis une quinzaine d'années au moins. Le média cite un rapport d'enquête des services français de la répression des fraudes (DGCCRF).

La DGCCRF, dans son rapport rendu en avril dernier et cité par ce dernier, est parti de l'achat en 2005 d'appareils à UV, notant une «*utilisation de filtres non autorisés depuis au moins 2010*».

Une entorse à la réglementation qui aurait permis à Nestlé d'engranger plus de trois milliards d'euros, relate Mediapart : «*La différence de chiffre d'affaires réalisée en vendant ces produits en eau minérale naturelle au lieu d'eau rendue potable par traitement est estimée à 3 132 463,297 euros pour les différentes marques et périodes infractionnelles correspondantes*».

Le groupe est poursuivi dans le cadre d'une enquête préliminaire par le parquet d'Epinal, pour tromperie. Nestlé est donc soupçonné d'avoir eu recours à des traitements illégaux de purification des eaux.

Selon BFM TV, Nestlé Waters a reconnu en janvier dernier avoir recouru à des «*systèmes de désinfection interdits*», à savoir des lampes UV et du charbon actif, pour assurer la «*sécurité alimentaire*» de ses eaux.

L'ONG Foodwatch, citée par BFM TV, a porté plainte dans ce dossier et exigé que « *la justice pénale avance* ». L'organisation dénonce une affaire qui n'en est toujours qu'au stade de « *l'enquête préliminaire* ».

En 2022, l'Inspection générale des affaires sociales française estimait que « *près de 30%* » des eaux conditionnées subissaient « *des traitements non conformes* » aux réglementations du pays. L'IGAS dénonçait de surcroît des « *pratiques délibérément dissimulées* ».

Totalitarisme. Paris en état de siège.

Paris barricadé

Des centaines de patrouilles de policiers et de gendarmes, des barricades de deux mètres de haut à chaque coin de rue, des stations de métro fermées, des lignes de bus perturbées... À quelques jours de la cérémonie des Jeux olympiques et paralympiques, qu'on soit piéton, cycliste ou automobiliste, les restrictions de circulation sont innombrables.

Depuis le 18 juillet, 44 000 barrières de sécurité enserrant les rues, interdisant l'accès à certaines zones et rendant les déplacements difficiles. Plus de 30 000 policiers (45 000 les jours de pic), 20 000 agents de sécurité et 10 000 militaires rôdent dans la capitale pour sécuriser la ville et assurer le bon déroulement des Jeux. Le Point 23 juillet 2024

Les dirigeants du Front populaire ont toujours été des agents du capitalisme.

J-C- En 1936, cela faisait déjà longtemps que la CGT était devenu un syndicat patronal, lisez, c'est un de ses représentants qui l'affirma en s'adressant au patronat.

Alors pourquoi pendant plus de 80 ans nous n'avons pas été en mesure de construire un véritable syndicat ouvrier, sinon parce que les dirigeants qui prétendaient incarner l'avant-garde du mouvement ouvrier étaient eux-mêmes corrompus ou acquis au réformisme, au capitalisme.

Article du journal *Lutte ouvrière* publié le 17 juillet 2024.

1936. Quand le chef du Front populaire s'explique sur les grèves

La SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière) publia en 1944 les interventions du dirigeant socialiste du gouvernement de Front populaire, Léon Blum, lors de ses auditions devant la cour de Riom en 1942. Pétain avait voulu ce procès pour trouver des coupables à la défaite des armées françaises en 1940.

C'est une lecture éclairante sur la réalité de ce que fut la politique du Front populaire, en particulier vis-à-vis de l'immense mouvement de grève, bien éloignée de la version mensongère colportée par les dirigeants de la gauche actuelle. Nous en publions ci-dessous des extraits.

« *Cette loi de quarante heures fait partie intégrante d'un ensemble politique. Cette politique, je n'ai pas eu à la choisir, elle m'a été imposée dans les circonstances où j'ai pris le gouvernement, par*

une nécessité de droit, et par une nécessité de fait, ayant véritablement le caractère d'un cas de force majeure.

Rappelez-vous que, les 4 et 5 juin, il y avait un million de grévistes. Rappelez-vous que toutes les usines de la région parisienne étaient occupées. Rappelez-vous que le mouvement gagnait d'heure en heure et de proche en proche dans la France entière. (...) Je n'étais pas sans rapports moi-même avec les représentants du grand patronat et je me souviens de ce qu'était leur état d'esprit à cette époque : "Alors quoi ? C'est la révolution ? Alors quoi, qu'est-ce qu'on va nous prendre ? Qu'est-ce qu'on va nous laisser ?" Les ouvriers occupaient les usines. Et, peut-être, ce qui contribuait le plus à la terreur, c'était cette espèce de tranquillité, cette espèce de majesté calme avec laquelle ils s'étaient installés autour des machines. (...)

M. Lebrun (le président de la République) me répondit alors : " (...) Je vous en prie, dès demain, adressez-vous à eux par la voix de la radio. Dites-leur que le Parlement va se réunir, que dès qu'il sera réuni, vous allez leur demander le vote rapide et sans délai des lois dont le vote figure dans leurs cahiers de revendications, en même temps que le relèvement des salaires. Ils vous croiront, ils auront confiance en vous et alors, peut-être ce mouvement s'arrêtera-t-il ?" (...)

Sans nul doute, j'aurais tenté de moi-même ce qu'on a appelé l'accord Matignon. Mais je dois à la vérité de dire que l'initiative première est venue du grand patronat. (...) On ne demandait qu'une chose aux Chambres : aller vite, vite, afin de liquider une situation que j'ai qualifiée non pas de révolutionnaire mais de quasi révolutionnaire, et qui l'était en effet. (...) La contrepartie, c'était l'évacuation des usines. Dès ce jour-là, les représentants de la CGT ont dit aux représentants du grand patronat qui étaient à Matignon : "Nous nous engageons à faire tout ce que nous pourrons et nous le ferons. Mais nous vous avertissons tout de suite. Nous ne sommes pas sûrs d'aboutir. Quand on a affaire à un mouvement comme celui-là, à une marée comme celle-là, il faut lui laisser le temps de s'étaler. Et puis c'est maintenant que vous allez peut-être regretter d'avoir systématiquement profité des années de déflation et de chômage pour exclure de vos usines les militants syndicalistes. (...) Ils ne sont plus là pour exercer sur leurs camarades l'autorité qui serait nécessaire pour faire exécuter nos ordres". Et je vois encore M. Richeumont (un représentant du patronat) qui était assis à ma gauche, baisser la tête en disant : "C'est vrai, nous avons eu tort." (...)

Je dois vous dire qu'à ce moment dans la bourgeoisie, et en particulier dans le monde patronal, on m'espérait comme un sauveur. Les circonstances étaient si angoissantes, on était si près de quelque chose qui ressemblait à la guerre civile qu'on n'espérait plus (...) que dans l'arrivée au pouvoir de l'homme auquel on attribuait sur la classe ouvrière un pouvoir suffisant de persuasion pour qu'il lui fit entendre raison et qu'il la décidât à ne pas user, à ne pas abuser de sa force. (...)

Voilà Messieurs, dans quelles conditions ont été votées les lois sociales dont l'accusation extrait la loi des quarante heures. (...)

En 1938, c'est autre chose. (...) J'ai donc obtenu l'accord (...) qui porte à 45 heures, par addition de cinq heures supplémentaires, le temps normal de la durée de travail dans tous les établissements travaillant directement ou indirectement pour la défense nationale. »

<https://www.lutte-ouvriere.org/portail/journal/1936-chef-front-populaire-sexplique-greves-176635.html>

La crise du régime côté pile et côté face.

Côté pile. L'avis autorisé du porte-parole du complexe militaro-industriel-financier.

Extraits d'un article de Paris Match paru le 17 juillet 2024.

- Selon plusieurs sources, rien ne va plus pour le président de la République.
- Questionné sur l'ambiance de fin de règne qui flotte à l'Élysée, Alexis Kohler, le secrétaire général du président de la République depuis 2017, ne sait que dire. Une réponse en soi!
- Emmanuel Macron snobé par tout le monde : « *Plus personne ne l'écoute.* » a ainsi révélé à propos de celui qui était surnommé le roi Soleil un ténor de camp présidentiel.
- L'état moral du locataire de l'Élysée, lui, semble n'avoir jamais été aussi bas.
- Le 14 juillet, un proche de Gabriel Attal à Paris Match l'a décrit, « *il avait l'air déprimé* ».
- Un 'rescapé de la dissolution' a livré à nos confrères : « *C'est fini le temps où le parlementaire lambda acceptait de se faire marcher dessus* ».

J-C - Macron va finir par démissionner.

Paris Match - Pour rappel, les prochaines élections présidentielles auront lieu en 2027. D'ici là, il faudra tenir. Ou renoncer...

J-C - Ces gens-là sont sérieux, ils ne parlent jamais pour ne rien dire, ils n'avancent jamais quelque chose sans y avoir réfléchi avant, surtout quand il s'agit du sommet de l'Etat, le leur. Alors s'ils évoquent un tel scénario, c'est parce qu'ils comptent bien en tirer profit, en se foutant bien du sort de leur marionnette, nous aussi !

Côté face. Ils ont ressuscité Macron, alors pourquoi devrait-il leur la mise ?

Extraits d'un article de franceinfo paru le 22 juillet 2024.

"*S'il n'y a pas de nom, le NFP est mort*"

En coulisses, l'alliance de gauche est dans l'impasse pour trouver un nom.

"*Je n'ai plus les mots*", confie un socialiste après l'abandon de Laurence Tubiana.

"*On tourne en rond*", s'agace un communiste.

Un écologiste n'y voit même plus l'utilité : "*Pas question d'y aller pour rien, on ne va pas passer l'été à rechercher un Premier ministre*".

"*On n'arrive pas à débloquer la situation*", confie un participant aux négociations.

"*LFI et le PS veulent aboutir, mais selon leurs conditions*", glisse une écologiste de poids.

Ruffin appartient au passé.

"Le pire c'est qu'ils désespèrent les gens" : Ruffin estime qu'"il est trop tard" pour la gauche à Matignon - BFMTV 23 juillet 2024

François Ruffin dénonce ce mardi 23 juillet *"les petits calculs cyniques"* du Nouveau Front populaire (NFP).

François Ruffin a jugé, ce mardi 23 juillet sur France 2, que le Nouveau Front populaire avait laissé passer *"la fenêtre d'opportunité"* pour gouverner, soulignant qu'on était rentrés "de fait" dans la trêve politique évoquée lundi par Emmanuel Macron, *"faute de combattants"* à gauche.

"Avec leurs petits calculs cyniques et leurs petits intérêts particuliers, les partis de gauche ont réussi à décourager la présidente de la Réunion Huguette Bello et l'économiste Laurence Tubiana de postuler pour Matignon mais le pire c'est qu'ils désespèrent les gens", estime-t-il. BFMTV 23 juillet 2024

J-C – Il a oublié une chose, c'est que le PS avait fixé un ultimatum à Mélenchon, la date du 23 juillet pour désigner un Premier ministre au nom du NFP, et qu'il le respecterait.

Qui ignorerait encore, que l'ENA, Sciences Po et la London School of Economics fabriquaient des dirigeants aux services des travailleurs, qui plus est, tout droit sortis de la cuisse du hollandisme et de Jupiter ?

J-C - Dans quel contexte Lucie Castets a-t-elle été propulsée à la Direction générale du Trésor en 2014, c'est important de répondre à cette question pour savoir avec quoi et avec qui elle était compatible, à qui nous avons affaire.

Réponse - Emmanuel Macron est nommé ministre de l'Économie le 26 août 2014 par Hollande, tandis que Manuel Valls est Premier ministre.

Vous aurez compris, qu'on ne peut pas accéder à un niveau aussi élevé dans la fonction publique et au sein d'un ministère, qui plus est celui de l'Économie, sans au préalable avoir fourni des gages de loyauté envers le régime.

Données récoltées dans différents médias.

Lucie Castets, énarque et économiste de 37 ans, aujourd'hui directrice des finances et des achats de la ville de Paris, diplômée de l'ENA, de Sciences Po et de la London School of Economics. Elle rejoint le ministère de l'Économie et des Finances en 2014 à la Direction générale du Trésor, elle y restera 5 ans avant de prendre la tête du département international de la cellule française de renseignement financier (Tracfin).

Encartée au PS autour de 2008-2011, elle assure désormais n'avoir aucune affiliation partisane. C'est le socialiste Olivier Faure, qui a proposé son nom aux autres partis de gauche.

Depuis septembre 2020, elle est désormais employée à la mairie de Paris, comme directrice des finances et des achats, un poste qu'elle occupe depuis octobre 2023, après trois ans passés comme

conseillère au cabinet d'Anne Hidalgo, chargée du budget et de la finance verte. Voilà pour les compétences économiques. Elle est aussi professeure associée à l'université Paris Dauphine.

Elle compte sur son profil de femme issue de la société civile (comprendre "*hors des partis*") pour "*donner lieu à des majorités*" autour de projets partagés par les Français selon elle.

Dans un entretien l'AFP, Lucie Castets livre ses premiers mots après avoir été poussée par le Nouveau Front populaire. Se décrivant comme "*crédible et sérieuse*", elle annonce un premier chantier qui fait immédiatement écho aux déclarations du NFP à l'Assemblée ce mardi puisqu'elle entend engager "*l'abrogation de la réforme des retraites*", conformément au programme de l'union de la gauche lors des législatives. Référence directe à son parcours, Lucie Castets avance aussi une "*grande réforme fiscale pour que chacun, individus et multinationales, paie sa juste part*". Elle évoque aussi la "*fin de la régression des services publics*" et une "*amélioration du pouvoir d'achat*" par la revalorisation des salaires et une hausse des minima sociaux.

Lucie Castets est présentée tour à tour comme issue de la "*haute fonction publique*" et de la "*société civile*". Deux terminologies qui peuvent brouiller les pistes au sujet de ce profil qui devra sans doute favoriser l'un pour faire oublier l'autre dans sa communication ces prochains jours. Une chose est sûre, elle n'est pas issue du sérail politique. Si elle a pris des positions et des engagements par le passé, elle n'a jamais été élue et n'a encore eu aucune responsabilité nationale la prédestinant à Matignon.

Elle s'est par ailleurs "*fait remarquer ces derniers mois par son rôle de porte-parole du collectif de fonctionnaires 'Nos Services publics'*", écrivent aussi plusieurs titres de presse. lavoixdunord.fr et francetvinfo.fr 23 Juillet 2024

Qu'est-ce que la London School of Economics (LSE) ? La crème des universités en économie de tendance néolibérale.

Friedrich Hayek rejoint la faculté de l'université en 1931.

La LSE joue un rôle considérable dans la théorisation et la diffusion intellectuelle du néolibéralisme, doctrine politique promouvant l'avènement de la société de marché et l'intervention de l'État dans sa mise en place.

Le Colloque Lippmann en 1937 à Saint-Germain-des-Prés à Paris, rassemblement informel de 26 économistes européens et américains est aujourd'hui largement considéré comme l'acte de naissance fondateur du néolibéralisme.

Dans les années 1990 et 2000, la LSE connaît cependant une nouvelle impulsion féconde, plus marquée à gauche, et nuancant en partie l'idéologie économique néolibérale qu'elle avait originellement postulé, sous l'impulsion du sociologue britannique Anthony Giddens, directeur de l'établissement de 1996 à 2003, théoricien de la doctrine politique de la Troisième voie, et lui-même diplômé de la LSE et de l'Université de Cambridge.

Giddens influence considérablement les politiques économiques libéral-socialistes et des grandes puissances occidentales, notamment du Royaume-Uni, des États-Unis, du Canada, d'Australie, des Pays-Bas, de l'Allemagne, de la Suède et de l'Espagne. Il devient successivement le conseiller économique officiel du Président des États-Unis, Bill Clinton, du Premier ministre britannique, Tony Blair et du Premier ministre espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero.

De 2003 à 2011, la LSE est dirigée par Sir Howard Davies, diplômé de l'université d'Oxford et de l'université Stanford, précédemment ambassadeur du Royaume-Uni en France, avocat du cabinet McKinsey & Company, membre du conseil de direction de Morgan Stanley, de la Government of Singapore Investment Corporation et de Temasek Holdings. Wikipédia.org

Peu importe, la confrérie des opportunistes réunis l'a choisie.

Pour Jean-Luc Mélenchon, *"la proposition de Lucie Castets pour le mandat de Premier ministre est une confirmation de la capacité du Nouveau Front populaire de se porter à la hauteur des circonstances dans le respect des engagements pris auprès des femmes et des hommes qui l'ont placé en tête des votes"*.

Quelques jours plus tôt, le mouvement de Jean-Luc Mélenchon fermait la porte à une candidature issue de la société civile. Avant de finalement changer d'avis ? Sur LCI, Éric Coquerel assume ce compromis. *« Elle est la personne – peut-être pas idéale (car) il aurait pu y avoir d'autres responsables politiques – mais en tout cas la personne qui faisait consensus, qui nous assurait qu'elle allait appliquer notre programme de rupture. C'était ça pour nous le critère essentiel »*, fait-il valoir.

"C'est une fonctionnaire qui a toute notre confiance", a salué la cheffe des députés LFI Mathilde Panot.

« Si elle a séduit, c'est parce que son parcours, ses convictions, sa sincérité ont aussi marqué l'ensemble de celles et ceux qui négociaient », souligne Olivier Faure.

Le chef des députés socialistes Boris Vallaud a quant à lui assuré que Lucie Castets *"a notre confiance"*. *"Elle coche beaucoup de cases"*, a également souligné le chef des communistes Fabien Roussel sur BFMTV. BFMTV et Le HuffPost 24 juillet 2024

Non, ils n'ont pas une « case » en moins, ces imposteurs nous prennent tous pour des cons... sauf Macron ! Macron acte la paralysie des institutions.

Emmanuel Macron balaie la candidature proposée par le NFP - LePoint.fr 24 juillet 2024

Emmanuel Macron a affirmé mardi lors de son interview télévisée sur France 2 (diffusée aussi sur France Info et France Inter) qu'il n'avait pas l'intention de nommer de nouveau gouvernement avant la fin des Jeux olympiques, balayant la candidature surprise pour Matignon dégainée par la gauche, en fin d'après-midi.

« Il est faux de dire que le Nouveau Front populaire aurait une majorité, quelle qu'elle soit », a déclaré le chef de l'État lors de son entretien. *« La question n'est pas un nom. La question, c'est quelle majorité peut se dégager à l'Assemblée »*, a-t-il argumenté. Selon lui, personne n'est aujourd'hui en mesure d'*« appliquer son programme »*.

J-C -Il faut admettre que Macron a raison.

Reste à savoir, comment il va s'en sortir pour gouverner pendant un an, sachant que LR refuse pour le moment toute coalition avec Renaissance, et qu'une coalition incluant RN est inenvisageable, il ne lui reste plus qu'à s'octroyer les pleins pouvoirs ou démissionner.

Peu importe, les traîtres veulent absolument gouverner avec Macron.

Sur X. « *Le Président refuse le résultat de l'élection et veut nous imposer de force son nouveau Front républicain et nous obliger à renoncer à notre programme pour faire une alliance avec lui. Il n'en est pas question* », a taclé le leader insoumis Jean-Luc Mélenchon.

Comme lui, le Premier secrétaire du Parti socialiste Olivier Faure a dénoncé : « *E. Macron tente un détournement coupable. Quand on convoque des élections au risque du chaos, on en respecte le résultat. Le déni est la pire des politiques. Celle qui conduit à la politique du pire.* »

« *Il faut qu'Emmanuel Macron sorte du déni. Nous avons gagné, nous avons un programme, nous avons une Première ministre. Nos électeurs attendent maintenant la mise en œuvre de nos mesures de justice sociale et de justice environnementale, qu'ils ont réclamées. Le Président ne peut y faire obstacle comme ça* », renchérit la patronne des Verts Marine Tondelier. (J'ai censuré l'écriture inclusive – J-C)

Le sénateur et porte-parole du Parti communiste Ian Brossat a pointé le « déni » et le « mépris » du chef de l'État. « *Enfin, la seule chose que Macron n'aura pas dissoute, c'est lui-même* », a-t-il ajouté, toujours sur X. AFP, Le HuffPost et LePoint.fr 24 juillet 2024

J-C – C'est ce que je disais plus haut, il ne lui reste plus qu'à s'auto dissoudre, démissionner.

Etats-Unis.

Biden, victime d'un coup d'État ? - RT 23 juillet 2024

<https://francais.rt.com/opinions/112568-biden-victime-d-coup-detat>

Avec Biden hors course, quel sera le prochain coup de l'État profond ? - RT 23 juillet 2024

<https://francais.rt.com/opinions/112576-avec-biden-hors-course>

Ukraine.

À la suite de l'attaque des forces armées russes sur Odessa, des militaires de carrière français et britanniques ont été tués - reseauinternational.net 23 juillet 2024

À la suite de l'attaque des forces armées russes sur Odessa, des militaires français et britanniques ont été tués dans la ville, a déclaré le colonel de réserve de l'armée espagnole Pedro Baños. Dans le même temps, il s'est référé à des sources fiables.

«Je viens de recevoir une information que je ne peux pas confirmer, j'ai demandé confirmation et on m'a répondu qu'elle était exacte. Ce sont des sources que je connais depuis de très nombreuses années, 30 ans, elles sont généralement très fiables» dit Banos.

Selon lui, l'armée russe a frappé Odessa. En conséquence, 18 membres du British Special Air Service ont été tués et 25 autres personnes ont été blessées.

«Et on me dit que des soldats français sont morts. Ce ne sont pas des mercenaires français, non, ce sont des soldats de l'armée française. Ils ont été tués en grand nombre, on m'a dit que le nombre était plus grand qu'en Algérie», a noté le colonel espagnol.

L'armée russe annonce avoir tué une cinquantaine d'instructeurs occidentaux dans une frappe de missile - RT 24 juillet 2024

Le ministère russe de la Défense a rapporté ce 23 juillet avoir frappé un centre d'entraînement dans la région de Kharkov et avoir éliminé environ 50 instructeurs occidentaux.

«À la suite de l'attaque, environ 50 instructeurs étrangers ont été tués», a déclaré ce 23 juillet la Défense russe, annonçant avoir mené une frappe de missile Iskander sur un point de déploiement temporaire «d'instructeurs et de mercenaires occidentaux» dans la région de Kharkov.

Celui-ci se trouvait plus précisément dans la ville de Derkatchi, dans la banlieue nord-ouest de Kharkov. 24 juillet 2024